

# Le recrutement d'un bataillon valaisan au service de Napoléon (1804-1807)

Philippe GERN

Depuis l'été 1802 le Valais<sup>1</sup>, détaché de la Suisse, était un Etat libre et indépendant ; indépendance toute relative, puisque la nouvelle constitution réservait aux armées françaises le passage du Simplon, et que les désirs de Napoléon, proclamé « Restaurateur de la République du Valais », y étaient reçus avec soumission. Le gouvernement français se faisait représenter en Valais par un chargé d'affaires, résidant à Sion, qui correspondait directement avec le ministère des Relations extérieures ; Joseph Eschassériaux et Claude-Joseph Derville-Maléchar d occupent successivement ce poste, pendant la période concernée par l'affaire du recrutement<sup>2</sup>. Dans le même temps, deux grands baillis se succèdent à la tête du gouvernement valaisan : Antoine Augustini de 1802 à 1807, et Léopold de Sépibus de 1807 à 1810.

De la correspondance diplomatique échangée entre la France et le Valais, de 1804 à 1807, se dégagent quatre sujets essentiels, qui retiennent d'autant plus l'attention des Valaisans, qu'ils sont susceptibles de « ralentir la bienveillance de Sa Majesté en cas de négligence ou d'impéritie à leur endroit »<sup>3</sup>. Il s'agit :

1. de la réparation des routes militaires de Saint-Gingolph à Brigue, laissée à la charge du canton ;
2. de favoriser le recrutement du bataillon au service de Napoléon ;
3. de traiter avec déférence les Français établis en Valais ;
4. d'arrêter les conscrits et les déserteurs français et italiens qui venaient se cacher en Valais et y travailler sous de faux noms.

<sup>1</sup> Nous n'avons consulté, pour cette étude, que les archives des Affaires étrangères, à Paris (= A. E.). Des recherches ultérieures dans les archives valaisannes permettront de préciser plusieurs aspects de ce problème, que nous ne faisons qu'esquisser.

<sup>2</sup> Le premier, du 31 juillet 1804 au 12 juillet 1806 ; le second, du 30 septembre 1806 au 12 novembre 1810.

<sup>3</sup> A. Grenat, *Histoire moderne du Valais*, Genève, 1904, p. 578.

Le recrutement n'est donc qu'un problème parmi d'autres, que posaient au gouvernement de Sion les relations avec le puissant empire voisin.

Les premières démarches relatives à une levée militaire datent du début de l'année 1803. A en croire les déclarations postérieures des ministres français, le Valais aurait exprimé lui-même le désir d'attacher quelques compagnies au service de France, qui « contribuait autrefois (c'est-à-dire avant 1792) à l'aisance et à la considération d'une partie des habitants du Valais »<sup>4</sup>. Cette explication tend à masquer la pression que la France avait exercée sur le Valais, à cette occasion. Les documents ne laissent subsister aucun doute à ce sujet, c'est Napoléon qui fit les premières ouvertures à une députation valaisanne, venue à Paris pour obtenir du Premier Consul le retrait des troupes françaises en garnison dans le Valais<sup>5</sup>.

L'embarras de la diète est grand ; d'une part, elle n'ose pas rejeter l'offre du restaurateur du Valais et, d'autre part, elle craint de contracter des engagements qu'elle ne pourrait remplir. En effet, après le licenciement du régiment de Courten au service de France, en 1792, le Valais s'est engagé, par une capitulation militaire, à fournir à l'Espagne un régiment de 2000 hommes. Augustini répond donc à Napoléon, en janvier puis en juin, que, malgré l'inclination de ses compatriotes pour le service de France, le recrutement pour l'Espagne « les met dans l'impossibilité... de fournir ailleurs un nombre d'hommes suffisant pour la formation d'un corps »<sup>6</sup>. Il prévoit pourtant un moyen de lever cet obstacle, ce serait la faculté d'admettre les étrangers dans le bataillon, à cette condition le gouvernement pourrait s'engager à fournir 600 hommes<sup>7</sup>. Mais cette solution n'a pas l'heur de plaire au Premier Consul, qui la juge inadmissible ; si on adoptait cette stipulation, « ce bataillon ne serait bientôt qu'une réunion d'étrangers de tous les pays » écrit Berthier, ministre de la Guerre ; plutôt réduire le nombre des hommes, écrit Talleyrand<sup>8</sup>.

Pas de véritables négociations en 1803, de simples sondages. Aucune offre positive, aucun engagement définitif ; le consentement du Valais est accompagné de beaucoup de réticence. Jusqu'en octobre de l'année suivante cette affaire ne prend que très peu de place dans la correspondance diplomatique ; la paix régnant en Europe, on peut penser que Napoléon n'a pas un urgent besoin de troupes. Pourtant le projet n'est abandonné ni d'un côté ni de l'autre ; la diète, honorée de la confiance que le Premier Consul fonde sur le caractère connu des Valaisans, semble vouloir prendre les devants. A la diète de mai 1804, le Conseil d'Etat propose « de lever un

<sup>4</sup> A. E. Valais, vol. 7, p. 307, Talleyrand à Eschassériaux.

<sup>5</sup> A. E. Valais, vol. 7, p. 43, Augustini à Talleyrand, 20 juin 1803 : « Votre Excellence a eu connaissance des ouvertures que le Premier Consul a eu la bonté de faire à la députation du Valais, relativement à la levée d'un corps de troupes valaisannes, pour le service de la République française. Cette députation n'avait aucun pouvoir de traiter d'une affaire de cette importance, et le gouvernement a été obligé d'attendre la session de la diète pour pouvoir lui-même entrer en négociation à ce sujet ».

<sup>6</sup> A. E. Valais, vol. 7, p. 12.

<sup>7</sup> A. E. Valais, vol. 7, p. 45.

<sup>8</sup> A. E. Valais, vol. 7, pp. 52 et 307.

bataillon au service de France d'après une invitation du Premier Consul, l'offre est acceptée, mais l'exécution en est ajournée jusqu'à l'arrivée du nouveau résident »<sup>9</sup>. Le 29 octobre 1804, le Valais présente un *projet de capitulation*, dont l'article premier déclare : « Sa Majesté l'Empereur des Français entretiendra à son service un corps de 300 à 400 hommes, outre les officiers. Ces hommes seront enrôlés librement et volontairement »<sup>10</sup>.

Eschassériaux insiste auprès de Talleyrand pour que ce projet soit présenté à Sa Majesté Impériale le plus tôt possible, afin qu'on puisse profiter de l'hiver, saison du recrutement. Chose surprenante : aucune réaction à Paris ; cinq mois plus tard, soit le 28 mars 1805, Augustini rappelle à Talleyrand le projet de capitulation et exprime son regret de voir les recrues, qu'il aurait désirées pour le corps français, s'engager au service de l'Espagne<sup>11</sup>. Et le 31 juillet seulement, Napoléon autorise Talleyrand à faire une convention avec le Valais<sup>12</sup>. Il est important de constater la lenteur, pour ne pas dire la négligence, avec laquelle Paris mène cette affaire. Pendant les mois de septembre et d'octobre de cette année 1805, il semble qu'on est décidé à achever ces négociations dans le plus bref délai<sup>13</sup>. Mais cette impression est de courte durée, on va perdre encore une année jusqu'à ce que le recrutement puisse commencer. Plus de trois ans et demi sépareront donc les premiers pourparlers (janvier 1803) du début du recrutement (septembre 1806) ; et alors, on n'accordera au gouvernement valaisan que 11 jours pour réunir 600 hommes !

Le 8 octobre 1805, la capitulation entre la France et le Valais est signée à Sion, par Eschassériaux et Augustini, dix jours seulement après la réception du projet de Paris<sup>14</sup>. Pour une fois on s'était hâté, tant à Paris qu'à Sion ; Sa Majesté Impériale avait en effet manifesté le désir que la négociation fût incessamment terminée et que le corps valaisan fût organisé sans délai. Examinons quelques-uns des articles de cette capitulation, rédigée sur les mêmes bases que celle conclue avec les Suisses en 1803.

Le 1<sup>er</sup> article déclare que les Valaisans « ne pourront jamais être enrôlés que librement et volontairement ». Ce bataillon sera composé d'un état-major et de 5 compagnies, dont une de grenadiers et 4 de fusiliers. Dans l'état-major sont compris, outre les officiers : le chirurgien, le porte-drapeau, le caporal tambour, 4 musiciens, un prévôt, un maître tailleur, un maître guêtrier, un maître cordonnier, un maître armurier. En tout, 16 hommes pour l'état-major ; les compagnies en comptent 129. « Ainsi la force de ce bataillon sera de 661 hommes, officiers compris. »

<sup>9</sup> A.-J. de Rivaz, *Mémoires historiques sur le Valais (1798-1834)*, publiés par A. Donnet, Lausanne, 1961, t. I, p. 182.

<sup>10</sup> A. E. Valais, vol. 7, p. 332 ; vol. 10, p. 40.

<sup>11</sup> A. E. Valais, vol. 7, p. 380.

<sup>12</sup> A. E. Valais, vol. 7, p. 396.

<sup>13</sup> A. E. Valais, vol. 7, p. 407, Talleyrand à Berthier : « Sa Majesté m'a fait l'honneur de me prévenir qu'elle désirait que le corps de troupes valaisannes ... fût organisé sans délai et qu'il se réunît à Gênes, pour y être employé à la défense de cette place » ; p. 408, Talleyrand à Eschassériaux : « Faites en sorte que cette négociation commencée depuis longtemps soit promptement terminée ».

<sup>14</sup> A. E. Valais, vol. 7, p. 418.

On peut imaginer la stupéfaction et même le désespoir des Valaisans, lorsqu'ils virent les exigences de l'empereur ; au lieu des 431 hommes qu'ils avaient proposé de fournir, il en réclame 661. Napoléon en a décrété ainsi souverainement ; son ministre de la Guerre lui-même n'a pas été averti. Les Valaisans ont le sentiment d'avoir été trompés ; dans une lettre très émouvante à l'empereur <sup>15</sup>, ils rappellent leurs dépêches de 1803, 1804 qui exprimaient leur crainte de ne pouvoir compléter un tel corps, s'il était réduit aux indigènes ; ils rappellent aussi cette dépêche de Talleyrand qui laissait entendre que Sa Majesté recevrait « le nombre d'hommes que nous déterminerions d'après notre population et notre position » <sup>16</sup>. La difficulté de lever un tel nombre est encore considérablement accrue par le fait qu'on est à la veille d'une guerre, or même dans le temps d'une paix profonde on n'avait osé parler de plus de 300 à 400 hommes. On voit, dans cette lettre à Napoléon, à la fois le zèle soumis des Valaisans et leur appréhension de ne pouvoir satisfaire aux exigences de Sa Majesté : « Cependant aussitôt que le plénipotentiaire de Votre Majesté Impériale et Royale nous a adressé un projet de capitulation..., le gouvernement du Valais n'a consulté que son empressement, de donner à Votre Majesté une preuve convaincante de son zèle de se prêter à ses vues et pour son service, quoique retenue par la crainte, que les dispositions du peuple valaisan ne viennent à être jugées défavorablement, si ce corps ne pouvait être formé ; parce que sans s'arrêter à la circonstance de la guerre toujours désavantageuse à la levée des nouveaux corps, il n'est pas probable que ce pays puisse soutenir un régiment nombreux en Espagne et un bataillon de 661 hommes en France ». Certes, le service de France doit être recherché par les Valaisans, sous le règne de Sa Majesté, plus qu'il ne l'a jamais été, mais la préférence que les Valaisans accorderont à ce service dépend d'une bonne capitulation ; or, celle qu'on vient de signer ne peut soutenir la concurrence avec celle de l'Espagne, qui offre de grands avantages aux officiers et aux soldats. Le Valais compte donc sur la bienveillance de l'empereur pour obtenir des conditions plus favorables. Le Conseil d'Etat espérait-il vraiment que Napoléon adoucira ses exigences, à la suite de leurs doléances ?

Selon les articles 2 et 4 de la capitulation, l'organisation de ce corps est confiée à un *Conseil d'administration*, composé de onze officiers ou sous-officiers du corps. Il se tient à Gênes, il est chargé en particulier de la comptabilité et du contrôle des hommes. Le gouvernement français lui remet les fonds de recrutement, 180 francs par recrue, soit fr. 115 380 pour la première levée, somme qui couvre les frais des officiers recruteurs, du voyage des recrues jusqu'à Gênes et des effets du petit équipement nécessaire à un soldat. Pour que le recrutement puisse commencer, il faut donc nommer premièrement les officiers ; ils le sont par l'empereur sur la présentation du gouvernement valaisan. La nomination des sous-officiers relève du ministre de la Guerre. Aussitôt les cadres désignés, les membres de l'état-major et du Conseil d'administration se rendent à Gênes. Là, les fonds du recru-

<sup>15</sup> A. E. Valais, vol. 7, p. 428, 8 octobre 1805.

<sup>16</sup> A. E. Valais, vol. 7, p. 53 : « Veuillez, citoyen, me faire connaître le nombre de Valaisans dont ce corps serait formé ».

tement sont mis à leur disposition et envoyés en Valais, où alors le recrutement peut débiter.

En désignant Gênes pour la formation du bataillon, Napoléon n'a pas, sur ce point encore, tenu compte des désirs des Valaisans. Ceux-ci estiment que l'éloignement de cette place rendra le recrutement plus difficile. Par plusieurs fois Augustini presse les autorités françaises de revenir sur ce choix et de désigner Turin<sup>17</sup>. Mais Napoléon, regardant ce corps « comme très utile pour la défense de cette place »<sup>18</sup>, récemment annexée à la France, ne reviendra pas sur sa décision. La capitulation stipule encore que *l'uniforme* comprendra un habit de drap rouge foncé, collet, revers et parements blancs, doublures, veste et culottes blanches, que la taille des recrues doit atteindre 5 pieds 2 pouces, c'est-à-dire 1,68 m<sup>19</sup>, que l'âge d'engagement est de 18 à 40 ans, que l'engagement est contracté pour quatre ans, que le corps ne sera jamais employé dans les colonies, que les hommes ne sont justiciables que des tribunaux militaires valaisans, le plus ancien lieutenant remplissant les fonctions de juge ; enfin, qu'il pourra être admis deux jeunes gens du Valais à l'Ecole polytechnique de France.

A peine la capitulation ratifiée, les dépêches de Paris insistent pour que l'on s'occupe le plus tôt possible de la formation du corps, c'est-à-dire qu'on accélère la présentation des officiers<sup>20</sup>. C'est au gouvernement valaisan que revient le soin de dresser la liste des officiers, pour la présenter à l'empereur, qui choisit le chef du bataillon parmi trois noms proposés. On ne se doute évidemment pas, à Paris, qu'une opération de ce genre est incomparablement plus longue et plus compliquée en Valais que dans un département français ; cela tient autant à la disposition géographique du pays qu'aux institutions républicaines ; il faut, en effet, pour atteindre les membres de la diète, parcourir de longs trajets dans des vallées profondes, et, plusieurs députés étant occupés aux vendanges, on perd encore du temps à les trouver ; puis il faut contacter les sujets désignés, pour s'assurer qu'ils acceptent leurs places. En outre, il faut le reconnaître avec le chargé d'affaires français qui s'exprime ici, « c'est le pays des formes et des délibérations sans fin. Il y a dans ce pays une force d'inertie dans les affaires que toute activité d'un agent politique ne peut mettre en mouvement qu'avec une peine extrême, et, quand à cela se mêlent encore des intrigues et des intérêts divers, il arrive des retards qu'on ne peut prévoir »<sup>21</sup>.

Les Valaisans n'ont pourtant mis guère plus d'un mois pour dresser leur liste. Comment peut-on les accuser de négligence, quand on découvre qu'il faudra environ neuf mois, aux ministres et à l'empereur, pour établir

<sup>17</sup> A. E. Valais, vol. 10, p. 88 ; vol. 8, p. 89.

<sup>18</sup> A. E. Valais, vol. 7, p. 408.

<sup>19</sup> Il est curieux de constater que, pour le bataillon neuchâtelois, on engage des soldats plus petits de 9 cm (4 pieds 11 pouces, ou 159 cm) ; v. J. Courvoisier, *Le Maréchal Berthier et sa Principauté de Neuchâtel (1806-1814)*, Neuchâtel, 1959, p. 285. En mars 1807, pour faciliter le recrutement, Napoléon consentira à ce qu'on admette dans le bataillon valaisan des hommes de 5 pieds (A. E. Valais, vol. 10, p. 268 ; vol. 13, p. 52 v°).

<sup>20</sup> A. E. Valais, vol. 7, pp. 435 et 437.

<sup>21</sup> A. E. Valais, vol. 7, pp. 444 et 447.

les lettres de nomination de ces officiers ? Certes, un sort contraire s'est acharné contre cette malheureuse liste ; elle s'est d'abord égarée dans les bureaux du ministère de la Guerre, puis le duplicata s'est perdu dans le trajet de Sion à Paris, et ce n'est que la troisième copie qui parvient à bon port <sup>22</sup>.

Augustini s'impatiente de tout ce retard, il a hâte de commencer le recrutement et de se faire valoir, dans cette occasion, auprès de Sa Majesté Impériale ; ce personnage, assoiffé d'honneurs et de titres, met tout en œuvre pour gagner les faveurs de l'empereur <sup>23</sup>. Il sera bien mal récompensé de toutes ses peines. Il faut remarquer, à propos de cette nomination d'officiers, que ceux-ci appartiennent tous à des familles distinguées ou nobles du Valais. Napoléon s'en est tenu exactement aux propositions du Valais et a désigné comme chef de bataillon Charles-Joseph-Marie-Louis de Bons, âgé de 49 ans <sup>24</sup>. Tous ont déjà servi en France ou au Piémont, quelques-uns même dans les rangs autrichiens ou anglais, mais peu de temps et contre leur gré. Le gouvernement valaisan a désigné leurs grades en fonction de leur ancienneté de service, pour éviter les intrigues et l'accaparement par quelques familles. Il souhaite que l'empereur respectera ce principe dans l'avenir, pour l'avancement des officiers ; mais Napoléon se fiera à un autre critère, seul valable à ses yeux : le mérite, les services. Aussi le tollé sera-t-il général en Valais, lorsque Napoléon mettra à la tête du bataillon, en 1810, un certain Blanc, qui n'est que sous-lieutenant en 1806 et qui, surtout, « n'est pas d'une famille noble et distinguée du Valais » <sup>25</sup>.

Mais venons-en aux circonstances mêmes de la levée. Au mois d'août 1806, Paris envoie enfin les instructions à de Bons pour le recrutement et l'organisation du bataillon <sup>26</sup>. Augustini, ancien officier recruteur, a promis de mettre tout son zèle pour seconder la levée <sup>27</sup> ; on le voit parcourir le Valais, prêcher en public, distribuer de l'argent aux recruteurs. Il est d'autant plus pressé que son baillivat doit légalement prendre fin en novembre <sup>28</sup>. Sans attendre que les fonds arrivent de Gênes, il ordonne de commencer immédiatement le recrutement, avec de l'argent emprunté à la caisse de l'Etat valaisan et destiné à payer la solde arriérée des pauvres militaires <sup>29</sup>. Il croit bien faire en retardant le départ des officiers désignés pour former le Conseil d'administration à Gênes, afin qu'ils recrutent une centaine d'hommes avant de s'en aller <sup>30</sup> ; on lui en fera grief, au ministère de la Guerre, le

<sup>22</sup> A. E. Valais, vol. 8, pp. 11 et 14 ; vol. 8, pp. 36 et 52 ; vol. 10, p. 90.

<sup>23</sup> A. E. Valais, vol. 8, p. 56. A propos de la politique française d'Augustini, v. A.-J. de Rivaz, *op. cit.*, pp. 184-185, 196, 225.

<sup>24</sup> A. E. Valais, vol. 8, pp. 37 et 87, liste des officiers.

<sup>25</sup> A. E. Valais, vol. 13, p. 298 v<sup>o</sup> : « On paraît craindre que Monsieur Blanc, capitaine adjudant major, ne soit porté au commandement du bataillon par son mérite, ses services dans la campagne et la faveur des généraux français ». — « Monsieur Blanc n'est pas d'une famille noble et distinguée du Valais, dès lors il n'a dans le pays aucune considération personnelle ». — Sur cet officier, v. *Ann. Val.*, 1957, p. 35, note 4.

<sup>26</sup> A. E. Valais, vol. 8, p. 66.

<sup>27</sup> A. E. Valais, vol. 8, p. 72.

<sup>28</sup> A. E. Valais, vol. 8, p. 78 ; de fait il sera prorogé jusqu'en juin de l'année suivante.

<sup>29</sup> A. E. Valais, vol. 8, pp. 89 et 91 ; vol. 10, p. 196.

<sup>30</sup> A. E. Valais, vol. 8, p. 74.

rendant responsable des retards dans l'envoi des fonds <sup>31</sup> ; ceux-ci n'arriveront en effet qu'en décembre en Valais <sup>32</sup>.

L'ordre du ministère est de compléter le bataillon jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre ; comme la dépêche arrive le 19 septembre, il reste onze jours. Le grand bailli répond à Talleyrand que cela est « physiquement impossible » <sup>33</sup> ; malgré tout son zèle, les mesures immédiates prises par le Conseil d'Etat, et les sommes avancées, il n'y a que 150 hommes engagés à la fin septembre. Une proclamation du Conseil d'Etat ne produit aucun résultat. Le manque de fonds paralyse la levée <sup>34</sup>.

L'empereur veut que le bataillon soit mis en état de servir à la fin de novembre, au plus tard. L'administration de la guerre passe cet ordre le 4 octobre au ministère des Affaires étrangères et Talleyrand ne le transmet que le 6 novembre à Augustini <sup>35</sup> ; cet exemple prouve, une fois de plus, que la lenteur valaisanne trouve bien son équivalent dans l'administration française.

A cette sommation impériale correspondent de nouvelles mesures en Valais. Le 7 décembre, le Conseil d'Etat signe un décret sur le recrutement français <sup>36</sup> :

*Article 1<sup>er</sup>* : « Il sera établi des recruteurs affidés et intelligents dans chaque chef-lieu des dizains et dans les communes les plus peuplées ». Le gouvernement établit donc à ses frais des recruteurs permanents, engagés en plus des officiers à la solde du Conseil d'administration.

*Article 2* : « Le gouvernement passera à chaque recruteur dix francs de dix baches pour chaque homme recevable qu'ils engageront, outre ce que leur passe le Conseil d'administration ». Donc une prime d'engagement versée à chaque recrue.

A travers ces deux articles perce tout l'embarras du gouvernement ; d'une part, il craint d'indisposer l'empereur par l'inexécution de la capitulation, mais d'autre part ses moyens d'action sont limités par la clause de l'engagement libre et volontaire.

Le terme fixé par Napoléon est dépassé, on est déjà le 9 décembre, mais 200 hommes seulement sont sur les rangs <sup>37</sup>. Aussi le gouvernement se décide-t-il à de nouveaux sacrifices en faveur de cette levée : « 15 francs par homme aussi longtemps que ses finances le permettront » <sup>38</sup>. 400 hommes devant être enrôlés selon ce tarif, cela présente une dépense de 6000 francs,

<sup>31</sup> A. E. Valais, vol. 8, p. 103.

<sup>32</sup> A. E. Valais, vol. 10, p. 193, Augustini à Talleyrand, le 11 décembre 1806 : « Le chef dudit bataillon valaisan me mande de Gênes, sous le 14 d'octobre, qu'à force d'instances et d'importunités, il est enfin parvenu à obtenir du payeur général de la 28<sup>e</sup> Division le paiement du premier tiers du recrutement, appointant la somme de 38460 livres. Votre Altesse sera par là convaincue que le recrutement n'aurait commencé qu'à la fin d'octobre, si le gouvernement du Valais n'avait pas fait les avances d'argent déjà en août 1806 ».

<sup>33</sup> A. E. Valais, vol. 8, pp. 83 et 89.

<sup>34</sup> A. E. Valais, vol. 8, p. 96.

<sup>35</sup> A. E. Valais, vol. 8, pp. 95 et 104.

<sup>36</sup> A. E. Valais, vol. 8, p. 112.

<sup>37</sup> A. E. Valais, vol. 8, p. 115.

<sup>38</sup> A. E. Valais, vol. 10, p. 196.



sans compter les frais des recruteurs payés par l'Etat. Une telle somme devait peser lourdement sur le budget fort restreint de l'Etat <sup>39</sup>.

Et malgré tout, à la mi-février il n'y a que 204 hommes au corps à Gênes <sup>40</sup> ; Derville-Maléchar, le nouveau chargé d'affaires français, se plaint que le recrutement languit depuis deux mois. Le nombre des recruteurs a pourtant été augmenté, les officiers recruteurs accomplissent leur devoir <sup>41</sup>, le chef du recrutement a fait des sacrifices et des dépenses considérables, mais le grand bailli doit reconnaître que leur grande activité a été infructueuse. Les généraux chargés de l'organisation du corps, les ministres des Relations extérieures et de la Guerre, le ministre en Valais et Napoléon, tous s'impatientent et se plaignent <sup>42</sup>.

Aussi le 12 février 1807, sur la suggestion de Derville-Maléchar, le Conseil d'Etat publie un nouvel arrêté :

« Vu la note de Son Excellence Monsieur le Ministre de France du 8 de ce mois, dans laquelle il fait connaître à Son Excellence le grand bailli et au Conseil d'Etat que Sa Majesté Impériale et Royale voyait avec la plus vive peine, que le bataillon valaisan ne se complétait point ;

» Considérant qu'il est du devoir et dans l'intention du Conseil d'Etat d'accélérer le recrutement de tous les moyens qui sont en son pouvoir d'un côté, et de l'autre de procurer pour ce bataillon, à teneur de l'article premier de la capitulation, des hommes qui ne pourraient jamais être enrôlés que librement et volontairement ;

» Considérant que jusqu'à présent le recrutement fait par les officiers et sous-officiers recruteurs, la proclamation exhortatoire émanée du Conseil d'Etat, et la prime accordée déjà sous le 6 décembre dernier par le gouvernement pour chaque homme enrôlé n'ont pas produit l'effet désiré, qu'il faut par conséquent viser à un moyen plus efficace et recourir à une méthode plus prompte et plus générale de recrutement ;

» Considérant qu'il entre dans les principes du gouvernement d'observer inviolablement tous les engagements contractés avec Sa Majesté Impériale et Royale Napoléon le Grand,

#### A r r ê t e

1. » Les dizains sont invités de faire recruter dans chacune de leurs communes, afin de parvenir à ce que chaque dizain et chaque commune fournissent des hommes librement et volontairement enrôlés à rate de sa population et de la force du bataillon valaisan.

<sup>39</sup> Les recettes de l'Etat, en 1804, s'élevaient à 81 320 francs. Ces chiffres seraient beaucoup plus éloquentes, si l'on pouvait y inclure les primes, souvent considérables, que les communes ont versées aux recrues, en plus de la part de l'Etat.

<sup>40</sup> A. E. Valais, vol. 10, p. 265.

<sup>41</sup> A. E. Valais, vol. 8, p. 148.

<sup>42</sup> A. E. Valais, vol. 10, p. 245 : « Napoléon le Grand, dont nous connaissons la puissance, comme notre devoir de lui être reconnaissants et attachés, a manifesté que la non-exécution de la capitulation lui faisait la plus vive peine ; qui oserait faire cette peine à l'Auguste Restaurateur de notre indépendance ? Qui voudrait s'exposer aux suites qui pourraient en résulter s'il aime sa patrie ? », tel est le ton sur lequel Augustini rappelle aux présidents des dizains les nécessités de l'heure.



2. » La rate des dizains à 4 députés est de . . . . .	80
celle des dizains à 3 députés est de . . . . .	60
celle des dizains à 2 députés . . . . .	40

3. » Les hommes engagés extérieurement à cet arrêté compteront déjà pour la rate des dizains et communes dont ils sont membres.

4. » Le Conseil d'Etat continuera de payer la prime de dix francs par chaque homme enrôlé aux dizains et communes respectives jusqu'au 1<sup>er</sup> avril prochain, époque où ce recrutement doit être terminé, et le Conseil d'administration du bataillon leur passera également le montant accordé aux recruteurs par homme pour frais et pour engagement.

5. » Les hommes enrôlés seront aussitôt remis à l'officier recruteur le plus proche, qui est chargé de pourvoir à leur départ pour le corps et de donner aussitôt aux présidents des dizains les instructions qu'ils ont reçues du Conseil d'administration relativement aux frais des recrues et à l'engagement.

» Les conseils des dizains seront assemblés sur-le-champ, lors de la réception du présent arrêté afin de prendre les mesures convenables pour son exécution et pour déterminer la quote de chaque commune de dizain, et seront responsables de chaque retard.

» Le Conseil d'Etat avancera sur-le-champ les fonds nécessaires pour ce recrutement.

» Donné en Conseil d'Etat le 12 février 1807 <sup>43</sup>. »

On assiste à une sorte de délégation des pouvoirs et des responsabilités. Les dizains sont responsables de fournir un contingent, en usant des moyens qu'ils estimeront nécessaires. Il faut remarquer aussi le ton très modéré de l'arrêté ; il ne s'agit encore que d'une simple invitation et non d'une mesure coercitive, d'un recrutement forcé, comme l'aurait souhaité le chargé d'affaires <sup>44</sup>.

Un nouvel élan est donné dès lors au recrutement ; on signale une grande activité dans plusieurs dizains, où l'on recrute à force <sup>45</sup>. Des communes se disposent à donner des encouragements pécuniaires ; mais Derville-Malécharde laisse entendre qu'ils ne décideront probablement que peu d'hommes, « parce que le plus grand obstacle est dans l'esprit public qui a une mauvaise direction » ; cela est surtout vrai pour le Haut-Valais qui, après les sanglants événements de 1798-1799, a de bonnes raisons pour ne pas éprouver beaucoup de sympathie à l'endroit du gouvernement français. Les

<sup>43</sup> A. E. Valais, vol. 8, p. 147.

<sup>44</sup> A. E. Valais, vol. 8, p. 148, à Talleyrand : « J'ai inutilement poussé par la voie confidentielle le Conseil d'Etat à ordonner une espèce de recrutement forcé ; mais je n'ai pu lui faire adopter que la moitié de mes idées ». — Vol. 13, p. 47, à Augustini : « Quant au fond de la proclamation, il m'a paru qu'il y régnait une si grande timidité et un style si froid, que ce serait bien peu connaître le caractère apathique du Valaisan, pour espérer quelques fruits d'une mesure si faiblement provoquée ».

<sup>45</sup> A. E. Valais, vol. 10, p. 267.

dizains de Conches, Viège et Brigue n'ont fourni que quatre hommes <sup>46</sup>, alors que le dizain de Monthey a déjà fourni plus que son contingent d'hommes.

Le chargé d'affaires voudrait que l'évêque lâche, au sujet du recrutement, un mandement qui serait lu au prône le dimanche ; l'évêque élude la proposition <sup>47</sup>. Chaque dizain applique la méthode qui lui paraît la plus efficace. A Loèche, par exemple, deux membres du conseil du dizain ont été nommés pour recruter, jour par jour, dans toutes les communes ; lorsqu'ils arrivent dans un village, toute la généralité doit être assemblée et les membres du conseil respectif doivent aider ces messieurs. On ne veut épargner ni argent, ni vin pour effectuer le contingent <sup>48</sup>. Ailleurs, on cherche à contraindre des Français, domiciliés en Valais, à s'engager, d'où de violentes protestations du chargé d'affaires <sup>49</sup>. Quoique les archives des Affaires étrangères ne nous permettent de voir les recruteurs au travail et leur manière de procéder, une ou deux allusions nous laissent supposer que certains d'entre eux appliquent des méthodes très radicales. Ainsi Durand qui refuse de se laisser engager, car il est Français, a été maltraité, mis aux fers et au secret. Et le cas n'est pas unique <sup>50</sup>.

En mars, on est loin du compte. Comme Sa Majesté veut que le bataillon soit complet au commencement d'avril, le Conseil d'Etat doit faire un pas de plus vers le recrutement forcé. Il écrit le 9 mars, aux présidents des dizains : « Nous ne pouvons pas espérer que le bataillon valaisan soit complet dans le terme proposé, si l'on ne prend pas d'autres mesures que celles de recruter et d'accorder des primes ». Suit la décision du Conseil : « ... nous croyons que le gouvernement du Valais sera ... dans le cas d'ordonner cette mesure, que les contingents se fassent dans la classe de jeunes gens par le sort, et par les primes tout à la fois ; et certes, il aurait beaucoup meilleure grâce, si les louables dizains et communes trouvaient elles-mêmes leurs contingents de cette manière, sans ordre du gouvernement, par là le mérite serait plus grand, et on éviterait par ce moyen la manifestation publique d'une contrainte devenue nécessaire » <sup>51</sup>.

Ce style contourné manifeste bien l'embarras extrême du gouvernement, qui doit décréter des mesures qui lui répugnent et qui craint de se déjuger devant l'opinion publique. L'envoyé français expose la chose avec moins de ménagement : « J'ai pris des mesures telles que cet enrôlement forcé [le mot est lâché] paraîtra toujours libre et volontaire et que chaque commune s'imposera elle-même le mode [de recrutement], sans y être officiellement obligée par son gouvernement » <sup>52</sup>. On espère ainsi éviter les soulèvements populaires, les communes ayant le choix entre le tirage au sort et l'enrôlement volontaire à force d'argent. Certaines communes, pour éviter

<sup>46</sup> A. E. Valais, vol. 8, p. 148 : « l'esprit de parti et de haine contre le grand bailli [y] fera échouer les plus sages exhortations ».

<sup>47</sup> A. E. Valais, vol. 10, pp. 254 et 257.

<sup>48</sup> A. E. Valais, vol. 10, p. 259.

<sup>49</sup> A. E. Valais, vol. 13, pp. 51 et 81 ; vol. 10, p. 265, notamment à Saint-Léonard.

<sup>50</sup> A. E. Valais, vol. 13, p. 80, lettre de Derville-Malécharde à Dumaye, officier recruteur.

<sup>51</sup> A. E. Valais, vol. 10, p. 269.

<sup>52</sup> A. E. Valais, vol. 8, p. 151.

le tirage au sort, vont faire des sacrifices immenses : dans le dizain de Viège, elles donnent, par tête, près de 17 louis d'or en argent<sup>53</sup> et, si nous en croyons Augustini, le pauvre dizain de Conches doit avoir sacrifié environ 24 000 livres de France pour se procurer leur contingent de volontaires. Nous pouvons demeurer méfiants devant une telle somme ; il n'en reste pas moins que le 7 avril Conches n'avait trouvé qu'un seul homme et que, moyennant de telles primes, le contingent est complet dix jours après<sup>54</sup>.

Il faut dire que deux menaces pèsent alors sur le Valais : Napoléon a déclaré que, si le bataillon n'est pas complet au 1<sup>er</sup> mai, il le fera licencier et considérera la capitulation comme non avenue<sup>55</sup>. En outre, si le tirage au sort ne s'effectue pas sur-le-champ, le gouvernement valaisan menace les dizains récalcitrants de faire marcher ses milices et de les faire vivre à discrétion dans le pays jusqu'à ce qu'ils aient fourni leurs contingents<sup>56</sup>. De tels moyens sont évidemment suggérés par la France. On n'en viendra pas, heureusement, à cette extrémité.

A la suite de toutes les mesures, toujours plus pressantes et rigoureuses, prises par le Conseil d'Etat, les résultats ne devaient pas se faire attendre. Plusieurs transports de recrues ont, à la fin de mars, passé le Simplon ou le Saint-Bernard. Le Bas-Valais a fourni à peu près ses contingents au début d'avril. Dans le Haut-Valais, on tire au sort<sup>57</sup>. A quatre jours de la date fatidique du 1<sup>er</sup> mai 1807, Augustini peut annoncer à Derville-Malécharde que 512 hommes sont à Gênes, ou en route, et qu'un bon nombre s'appêtent à partir. Le bataillon est presque levé<sup>58</sup>. Mais écoutons la plainte du bailli, tellement plus éloquente que les chiffres, pour comprendre ce qu'implique un tel résultat : « Je suis ... fatigué, chagriné, importuné, obligé de travailler nuit et jour comme un galérien. J'ai encore donné aujourd'hui, par rapport à cette levée, peut-être plus qu'à cinquante personnes, des audiences, des conseils et des ordres. Je ne puis pas m'occuper d'autre chose, je suis contraint de laisser toutes les autres affaires en arrière, mais ce qui est le plus malheureux pour moi, est que je suis contraint de donner des ordres odieux dans le Haut et le Bas-Valais ; si quelqu'un se représente, se refuse, se retarde et se repent, on accourt à douze lieues loin d'un côté et de l'autre ; il faut que le grand bailli lâche des ordres odieux, les autorités locales et désénales remettent les choses désagréables au grand bailli — pourrait-il se croire en sûreté d'après cela en Valais, comme simple citoyen ? — surtout quand le bruit se répandra que Napoléon le Grand ne lui répond pas seulement, ni à son ministre, sur ce qui regarde le grand bailli ? »

Le 20 mai, terme *non plus ultra*, le chargé d'affaires constate qu'il manque plus de 100 hommes au corps, à quoi le bailli répond que les dizains ont livré leurs contingents, à trois ou quatre hommes près. Il y a, en effet,

<sup>53</sup> A. E. Valais, vol. 10, p. 282.

<sup>54</sup> A. E. Valais, vol. 10, p. 291.

<sup>55</sup> A. E. Valais, vol. 10, p. 278, lettre de Dejean à Derville-Malécharde, 26 mars.

<sup>56</sup> A. E. Valais, vol. 13, p. 55 ; vol. 11, p. 10.

<sup>57</sup> A. E. Valais, vol. 10, p. 288.

<sup>58</sup> A. E. Valais, vol. 10, p. 295.

une marge, qui peut être considérable, entre l'effectif réel du corps et le total des recrues engagées, et ceci pour plusieurs raisons : des hommes sont morts à Gênes, d'autres ont déserté à la veille du départ, ou en cours de route, ou même après leur incorporation dans le corps ; quelques-uns se sont dégagés en glissant une somme dans la poche des recruteurs, certains enfin ont été réformés, après avoir été reçus. On comprend, ainsi, pourquoi ce corps ne sera jamais complet, bien que le Valais ait finalement livré les 661 hommes exigés par la capitulation <sup>59</sup>.

Nous n'allons pas suivre, dans le détail, les péripéties de cette levée qui languit jusqu'en juillet. Voyons plutôt ce qui se passe à Gênes ; tous les témoignages s'accordent pour dire que la compagnie des grenadiers est une des plus belles de l'armée, elle fait plaisir à voir. Mais Français et Suisses conviennent que ces hommes ont besoin d'être exercés, et que les officiers, et même le chef du bataillon, n'ont aucune connaissance des règlements militaires français sur les manœuvres et l'administration. Il a fallu leur donner des sous-officiers français pour les former dans les manœuvres et le maniement des armes. Quant aux soldats, ils souhaitent tous de changer de garnison, pour un motif qui ne manque pas de nous surprendre aujourd'hui : l'air du pays ne leur convient pas ; effectivement beaucoup sont malades et on compte 18 morts en août 1807 <sup>60</sup>. Un texte de 1809 est aussi révélateur de l'état du bataillon : « Il est assez connu que les communes, lors de l'espèce de recrutement forcé de 1807, ont envoyé au corps les plus mauvais sujets du pays et même, au mépris des lois et de la capitulation, un assez grand nombre d'étrangers. Parmi ces hommes beaucoup sont indisciplinés, plusieurs ont mérité la peine capitale et commis des crimes » <sup>61</sup>. De fait, ils n'ont pas été passés par les armes, comme l'aurait exigé la loi française, mais condamnés à la bastonnade ; certains ont reçu jusqu'à cent coups de bâton.

Le 8 août 1807, Talleyrand annonce à Derville-Maléchar d la venue en Valais d'officiers chargés de recruter pour le compte du bataillon neuchâtelois, levé par Son Altesse le prince de Neuchâtel <sup>62</sup>. Ce bataillon sera composé d'habitants de la Principauté de Neuchâtel, des cantons suisses et du Valais. Le ministre demande qu'on facilite les opérations des officiers de recrutement en Valais. Cette demande tombe fort mal. Il manque environ 70 hommes à Gênes, à la suite des réformes, désertions et morts. Un capitaine du bataillon de Gênes est en route pour le Valais pour y reprendre le

<sup>59</sup> A. E. Valais, vol. 13, p. 74 v<sup>o</sup> ; vol. 11, p. 19, le gouvernement estime que le remplacement de ces hommes incombe au corps lui-même et que cela ne le concerne plus.

<sup>60</sup> A. E. Valais, vol. 11, p. 64 ; vol. 8, p. 107. Il suffit de lire les jugements que les résidents français portent sur le climat du Valais, pour se convaincre qu'on a, depuis lors, révisé certaines conceptions ; Eschassériaux insistait pour qu'on retire sa famille « d'un pays malsain (il faut entendre le Valais), où elle est assaillie par les gouêtres et le crétinisme », cité dans le *DHBS*, t. I, p. 288, article *Ambassadeurs*. — A. E. Valais, vol. 7, p. 359 : « Le climat sombre de ce pays a jeté sa tristesse dans les habitants et dans le caractère des peuples qui l'habitent ».

<sup>61</sup> A. E. Valais, vol. 13, p. 257.

<sup>62</sup> A. E. Valais, vol. 11, p. 66, c'est-à-dire le maréchal Berthier.

recrutement <sup>63</sup>. Le gouvernement valaisan craint donc, avec raison, que le succès de leurs recruteurs ne soit rendu encore plus problématique par la concurrence neuchâteloise <sup>64</sup>. D'ailleurs, à Berne, les recruteurs neuchâtelois ne seront pas mieux agréés par le gouvernement cantonal, qui ne les autorisera pas à procéder à la levée ; la Suisse, ayant aussi à compléter les corps capitulés avec la France, ne peut supporter une concurrence qui lui enlèverait des hommes <sup>65</sup>. Champagny donnera l'ordre de ne pas insister <sup>66</sup>.

L'épilogue de l'histoire du recrutement valaisan est pour le moins inattendu et décevant, après les soucis et les sacrifices que cette levée a causés au gouvernement. Une seconde levée est donc nécessaire pour compléter le corps ; mais, cette fois-ci le gouvernement du Valais se refuse d'y prêter la main. Il estime avoir fait son devoir et n'avoir pas le pouvoir de recourir à de nouvelles mesures de contrainte, vis-à-vis des communes, pour l'entretien du corps <sup>67</sup>. Devant une telle prise de position, le chargé d'affaires français ne voit qu'une solution, reprendre le projet de 1802 d'annexer le Valais à la France : « Au reste, Monsieur, pour le complètement et l'entretien du bataillon valaisan, il n'est à mes yeux qu'un moyen infaillible : la conscription ; pour le bonheur d'une population inindustrielle et demi-sauvage, qu'une ressource : la loi française ... L'acquisition de cette province, ou tout au moins de la partie méridionale de la grande vallée du Rhône, paraît géographiquement commandée ».

<sup>63</sup> A. E. Valais, vol. 11, p. 64 ; vol. 13, p. 97. L'empereur, apprenant que le bataillon n'est pas complet, exprime son mécontentement et son ministre en Valais en éprouve une sorte de défaveur.

<sup>64</sup> A. E. Valais, vol. 11, p. 80.

<sup>65</sup> A. E. Suisse, vol. 486, fo. 237.

<sup>66</sup> A. E. Suisse, vol. 486, fo. 240 bis.

<sup>67</sup> A. E. Valais, vol. 8, p. 183, lettre de Derville-Malécharde à Clarke, ministre de la Guerre, 27 octobre 1807.